



Justice fiscale Pour un nouveau cap à gauche

Page 4

Les Nouvelles

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

de Loire Atlantique

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 967

28 novembre 2013

prix : 0,70 €



Zone Euro

De la dépression à la déflation

Page 2

Municipales



Les communistes font le choix
du rassemblement

Page 3

Retraites



L'action continue

Page 5

Grande guerre

Les fusillés pour l'exemple

Page 6

Zones humides

Nouvelles cartographie à St-
Léger-les-Vignes, par Jean-
Claude RUAUX, conseiller
municipal

Page 7

Retournement d'alliance au Moyen-Orient ?

Souvenons-nous qu'il y a deux mois, le tandem Hollande-Fabius se préparait à être le fer de lance « des frappes punitives » contre la Syrie (NLA n° 962). La diplomatie l'a emporté alors sur les va-t'en guerre. Depuis, Paris s'enorgueillit d'avoir fait échouer à Genève l'accord, qui se profilait à l'horizon des négociations internationales sur le dossier du nucléaire iranien. **Pourtant une solution politique négociée éloignerait de la région le spectre d'une nouvelle guerre** déclenchée par des frappes israéliennes (ou) occidentales sur les centrales iraniennes. Conflit aux conséquences incalculables. **La France remplace ainsi les Etats-Unis auprès des faucons de Tel-Aviv** : Un véritable retournement d'alliance de la diplomatie de la France Gaullienne ou celle condamnant à l'ONU en 2003, l'intervention en Irak. Tout ça pour espérer doubler les 2,3 milliards d'échanges au pays de la high tech ! **Les discussions ont repris à Genève. Quel rôle y jouera la France ?**



L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par Jérôme TURMEAU



Le journal l'Humanité révélait récemment un document interne de la commission européenne indiquant que l'austérité budgétaire mise en œuvre par la France aurait fait perdre, en cumulé, 4,78% de croissance du produit intérieur brut (PIB) à la France de 2011 à 2013 et fait augmenter le chômage de près de 2% sur la même période. A l'image d'une commission européenne ne tenant aucun compte de l'avertissement de ses propres économistes, le président de la république reste sourd aux cris d'alarme et de souffrance du camp qui l'a fait élire. Les élections européennes de Mai 2014 peuvent constituer un temps de confrontation forte avec l'Europe libérale. Pour y arriver, nous voulons mettre le Front de Gauche en ordre de marche avant la fin de l'année pour permettre une entrée en campagne rapide, avec des listes de large rassemblement de tous les partenaires disponibles pour refonder l'Europe. Dès à présent, nous lançons en Loire-Atlantique comme dans toute la France une grande campagne sur le coût du capital dans laquelle la marche du Front de Gauche 1^{er} décembre à Paris pour la justice fiscale constituera assurément une étape marquante.

C'est avec la même boussole, pour mettre le cap à gauche et gagner des politi-



ques de changement que les communistes de Loire-Atlantique viennent de se prononcer, par des votes souverains dans les principales villes du département.

En faisant le choix du rassemblement le plus large à gauche à Nantes, Saint-Nazaire, Saint-Herblain, Rezé, Couëron, et Bouguenais ils ont exprimé une grande ambition pour la gauche et créé les conditions pour être plus utiles encore et mieux représentés.

Dans un paysage institutionnel en pleine évolution, le nombre de maires, d'élus communistes et du Front de Gauche, leur capacité à mettre en débat et conduire des politiques publiques ambitieuses sur les dossiers locaux comptera davantage encore.

Pieds à pieds, pas à pas, sans attendre un changement d'orientation ou de gouvernement à l'échelle nationale, il s'agit dès aujourd'hui de mettre en œuvre partout où ce sera possible des politiques d'investissements publics utiles à l'opposé des logiques d'austérité. Avec leurs élus, les communistes s'y emploieront dans le débat politique, dans la mobilisation populaire et à chaque échéance électorale.

Zone euro : de la dépression à la déflation...



L'étude économique du modélisateur en chef de la Commission européenne, révélée par l'humanité (mercredi 20 novembre) est sans appel : les politiques d'austérité menées de 2011 à 2013 dans la zone euro, ont cassé la croissance. Le PIB de tous les pays à souffert. Pour relancer l'emploi et le bien-être social, il faut changer de cap.

Cette analyse n'est pas pour nous étonner.

L'important, c'est que le constat du désastre est désormais incontournable. Faute de vastes projets de développement visant à satisfaire les besoins des nations et des peuples, l'austérité plombe l'économie européenne et nourrit les populismes.

Il aura fallu trois ans pour que la troïka remette en causes ses postulats libéraux. Le prix de l'addition est lourd : 8,5 % de perte pour le PIB de la Grèce, 6,9 % pour le Portugal, 4,8 % pour la France et même 3,9 % pour l'Allemagne.

Désormais, des Grecs ont faim et n'ont même plus de TV publique, de jeunes italiens et portugais immigreront comme au siècle dernier, le chômage concerne la moitié de la jeunesse espagnole, 4 millions de salariés sont payés moins de 7 euros de l'heure en Allemagne et le Royaume-Uni bat le record du nombre d'enfants pauvres. Dans toute l'Europe la consommation régresse, et le chômage augmente. **Le seul bilan positif est à mettre au bénéfice des oligarchies européennes. En France, les 500 plus grandes fortunes professionnelles ont augmenté de 25 % en un an.**

Aujourd'hui l'U.E est en train de franchir

un nouveau tournant dans la crise : elle plonge dans la déflation. En moyenne l'inflation a chuté à 0,7 % dans la zone euro, très loin de l'objectif affiché de 2 % que s'est fixée la BCE. **Ce processus de diminution générale et durable des prix est réputé plomber l'économie.** Les consommateurs reportent leurs achats, attendant la prochaine baisse, les entreprises voient leurs commandes chuter, le mécanisme grippe l'activité et pénalise les salaires, les investissements, la croissance. Le chômage augmente. Les salaires ont déjà été baissés en Grèce, en Espagne, au Portugal. Et dans de nombreux autres ils stagnent. **C'est pourquoi le taux directeur de la BCE est passé de 0,5 à 0,25 % (du jamais vu), pour tenter de soutenir une activité atone qui tourne plus ou moins autour de Zéro.**

Facteur aggravant : **le déséquilibre des échanges commerciaux entre l'Allemagne et ses partenaires européens.** Devenue le deuxième exportateur mondial derrière la Chine, elle accumule depuis des années des excédents. Ce « modèle » construit à coup de **dumping social** (pas de smic, le recours massif aux travailleurs « détachés » de l'Europe orientale), contribue aujourd'hui à faire plonger toute la zone euro. **Elle laisse très peu de chance aux pays déficitaires de se faire une place sur le marché, sommés d'être compétitifs, d'exporter et de rééquilibrer leurs comptes. Affaiblis, ils constituent de moins en moins des débouchés. C'est pourquoi l'Allemagne compense en exportant vers les pays émergents...son horizon économique n'est déjà plus seulement européen.**

De vous à moi

« Petite fille à la banane, ton geste m'a fait pleurer de rage ». C'est ce que Patrick Servain, sociologue de Saint-Jean-de-Boiseau a exprimé dans la presse régionale. « Tu devrais demander à ton papa ou à ta maman si, dans tes ancêtres lointains, il n'y avait pas un Rital ou un Polack, un réfugié espagnol antifranquiste ou un bougnoule. Car tu dois l'accepter, petite fille, **la France s'est constituée comme ça**, avec une foultitude de personnes de toutes les couleurs qui ont formé une sorte de compost humain très riche, très productif, très inventif...C'est la France que j'aime, dans laquelle je veux vivre. Il y a eu des êtres noirs admirables. Tu as sans doute entendu parler de Mandela, Martin Luther King, Toussaint Louverture, Amilcar Cabral, Aimé Césaire, Léopold Sédar Senghor...ton cri et ton geste...j'ai eu honte d'appartenir à la France de tes parents. **J'ai eu la rage au cœur qu'ils t'aient utilisée pour accomplir ce geste abject.** »

En bref

L'OCDE réduit nettement ses prévisions de croissance mondiale pour 2013 et 2014.

Pour la zone euro la croissance attendue est de 1% pour l'an prochain après un repli de 0,4% cette année. En conséquence la courbe du chômage devrait rester au-delà de 12% et ne devrait refluer que très lentement d'ici à 2015.

Comme quoi la crise n'est toujours pas derrière nous... et pour cause !

Le Groupe d'experts sur le SMIC déconseille tout coup de pouce...

Entièrement renouvelé par Michel Sapin en mai dernier ce groupe de 5 économistes devrait prendre sa décision le 16 décembre. **La hausse devrait se situer aux alentours de 1,4%. Ce qui porterait son montant à 1138 euros net mensuel** (après une première hausse de 0,3 % en janvier 2013). « **Un niveau jugé très nettement au-dessus des niveaux constatés dans les autres pays disposant d'un salaire minimum** ». De quoi alimenter la déflation, et l'aggravation de la crise.



L'ADN prélevé dès la naissance...

Yves Liégeois, le procureur général d'Anvers, vient de lancer une proposition retentissante pour résoudre les affaires criminelles : prélever l'ADN de tous les nouveau-nés et tous ceux qui arrivent en Belgique. « Il faut oser réfléchir à la façon dont on protégera le citoyen à l'avenir. Et oser en payer le prix ». **Comme quoi les histoires belges ne sont pas que des mythes.**

Un réseau 3G dégradé au profit de la 4G !

L'UFC-Que choisir a saisi l'Arcep, le gendarme des télécoms, pour dénoncer la dégradation du réseau 3G, orchestrée selon elle par les opérateurs pour provoquer une migration forcée des utilisateurs vers la 4G. **Après l'obsolescence programmée, la concurrence libre et non faussée réduit un peu plus les limites de l'optima du marché...** Comme quoi dès que l'on s'éloigne de la satisfaction des besoins réels...on va dans le mur d'un monde absurde qui organise le gaspillage!

Bonne Nouvelle pour les ABRF

Le 25 septembre dernier les ABRF, spécialisés dans construction, la transformation et la maintenance de wagons de fret échappaient à la liquidation judiciaire mais jetaient sur le carreau 54 de ses salariés sur les 136 qu'ils comptaient. Actuellement, sur les 82 salariés, 50% sont en chômage partiel. **Bonne nouvelle, 100 wagons porte-gravats ont été commandé à la société castelbriantaise pour mai 2014. Une commande de neuf millions d'euros qui doit garantir six mois de travail.**

La situation de l'entreprise rappelle toutefois la crise que subit l'industrie française, en dix ans, plus de 700 000 emplois industriels ont disparus, il est plus que temps de favoriser nos atouts industriels et d'arrêter l'hécatombe, de légiférer contre les licenciements boursiers, d'augmenter les salaires, de favoriser l'emploi et l'investissement !



En Loire-Atlantique

3

Municipales 2014

Les communistes font le choix du rassemblement

Depuis la rentrée - voir bien avant pour certains- les communistes de Loire-Atlantique travaillent dans leurs villes à la construction de projets et de rassemblements les plus larges possibles pour les municipales de 2014.

Après avoir débattu, ils votaient jusqu'au 23 novembre dernier dans les principales villes du département pour faire le choix du rassemblement le mieux à même de mettre en œuvre leurs propositions.

Avant ce choix ils sont allés à la rencontre des citoyens et ont débattu avec l'ensemble des forces de gauche afin d'avancer des propositions pour leur ville.

Dans l'ensemble des villes du département c'est bien l'intérêt exclusif des populations qu'ils ont en têtes. En octobre dernier leur conseil départemental adoptait une résolution dans laquelle il souhaitait que les communes disposent « des pouvoirs et moyens nécessaires » pour répondre aux attentes des citoyens et « des communes qui continuent d'investir et font le choix du développement des services publics, du logement, de l'école, de la santé, des transports, de la culture... ».

« Nous voulons, ajoutaient-ils des communes qui imaginent et mettent en œuvre des solidarités nouvelles. »

Pour y parvenir un seul mot d'ordre rassembler et pour triple objectif :



- Mettre en échec la droite et barrer la route au Front national
- Faire élire ou réélire dans le plus grand nombre de communes des majorités de gauche ambitieuses
- Permettre l'élection du plus grand nombre de maires, de maires adjoints de conseillers municipaux et intercommunaux communistes.

En tenant compte de leur expérience, de leur action dans les municipalités, des rassemblements possibles et des ambitions de progrès qu'ils entendent porter, ils ont choisi les rassemblements qui leurs semblaient les meilleurs pour répondre aux objectifs qu'ils se sont fixés.

A Nantes, ils ont choisi à plus de 82% le rassemblement le plus large possible avec Johanna Rolland (PS) comme tête de liste, dès le premier tour des élections municipales. A Saint-Nazaire les adhérents ont choisi à près de 60% de rejoindre la liste de rassemblement conduite par David Samzun (PS). A Saint-Herblain, ils ont également fait le choix, à 72%, du rassemblement dès le premier tour sur la liste qui sera conduite par Bertrand Affilé (PS). A Rezé, près de 60% des adhérents se sont eux aussi prononcés en faveur du rassemblement avec la majorité municipale sortante. A Orvault les communistes participeront à la liste de rassemblement avec le PS et EELV. A Vertou ils ont fait le choix à 94% d'une liste de rassemblement pour une alternative à gauche qu'ils conduiront avec les militants du Front de Gauche. A Couëron (77%), comme à Bouguenais (92%), à la Chapelle-sur-Erdre ou encore à Sainte-Luce-sur-Loire (78%), ils ont choisi de reconduire une liste de rassemblement avec les majorités municipales sortantes.

PCF : Un projet pour refonder l'Europe



Le 16 novembre dernier, les communistes tenaient leur convention sur l'Europe. A six mois des élections européennes ils veulent se faire porteurs de projets pour une Europe qu'ils veulent profondément refondue. Leur but, ouvrir une autre voie que celles envisagées que sont la sortie de l'Europe ou la fuite en avant dans une Europe "fédéralo-libérale".

C'est une sérieuse contribution au débat qu'ont fourni les quelques 200 délégués à cette convention sur l'Europe. En effet, à l'heure où les peuples du vieux continent sont livrés aux dictats libéraux les plus néfastes, les contributions en débat visent au contraire à rompre avec les fondements de classe de cette Europe de la concurrence généralisée des peuples, de la financiarisation et dont la construction se fait sans les citoyens, voir plus grave, en niant leur vote comme à l'issue du référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen reformulé dans le traité de Lisbonne de 2007.

Pour cette Europe refondue autour

d'un nouveau modèle social et écologique progressiste, basée sur une union de nations et de peuples libres, les communistes proposent bien entendu de sortir des traités actuels et d'en élaborer un autre en rupture avec le libéralisme.

Parmi les exigences fortes qui sont portées, celles d'en finir avec l'austérité, de libérer les Etats de la toute puissance des marchés financiers, de restaurer la démocratie ou encore de refuser le traité transatlantique.

Les communistes avancent également l'idée d'un nouveau pacte social avec une harmonisation sociale vers le haut, celle du contrôle nécessaire des banques et le changement de mission de la Banque Centrale Européenne au service de l'emploi et des services publics.

Fort de ce travail qui ouvre des convergences pour la construction d'une autre Europe, les communistes ouvrent le débat avant d'entrer en action.

En bref

L'Huma Café : Le progrès est-il progressiste ? ou Faut-il avoir peur de la science et des nouvelles technologies ?

Les enjeux scientifiques et techniques sont au cœur des questions qui traversent nos sociétés. La gauche a un problème avec le progrès des sciences et des technologies. Et même plusieurs. Pourquoi les expériences socialistes européennes n'ont-elles pratiquement rien proposé en termes d'alternatives au mode de développement économique et technique à celui impulsé par le capitalisme ? Cette incapacité a-t-elle un rapport avec leur échec final ? Pourquoi le mouvement ouvrier et syndical est-il si peu capable d'anticiper les "dégâts du progrès" au point parfois de se perdre dans des compromissions avec le patronat ? Quelle relation cette incapacité entretient-elle avec la difficulté à populariser ce que sont vraiment les sciences et les technologies ? Comment transformer le scientisme d'origine du mouvement ouvrier en capacité à utiliser l'offre scientifique et technique dans le cadre d'un projet transformateur social ? Quelle réflexion sur le présent et l'avenir de nos sociétés alors que les technologies sont de plus en plus ambivalentes, puissantes et nécessaires pour résoudre nombre de problèmes sociaux cruciaux...mais aussi impliquées dans certaines des impasses les plus menaçantes du développement économique (agriculture intensive, effet de serre et climat, sixième extinction...)? Maîtriser les technologies relève-t-il de l'utopie ou du réalisme ?

L'Huma café vous invite à en débattre avec :

Sylvestre HUET

Journaliste à Libération

Président de l'Association des journalistes scientifiques

Débat animé par **Thomas GINSBURGER-VOGEL**

Doyen honoraire de la Faculté des sciences de Nantes

VENDREDI 6 DECEMBRE 2013 18h
au LIEU UNIQUE Salon de Musique

Fillon vient soutenir la candidate UMP pour Nantes

François Fillon sera à Nantes le 3 décembre prochain pour l'inauguration du local de campagne de la candidate UMP à la Mairie de Nantes, Laurence Garnier. Elle avait été désignée tête de liste à la suite d'un sondage d'opinion par la commission nationale des investitures de son parti. Sans doute, en son temps, l'ex premier ministre aurait lui aussi préféré un sondage pour désigner le président de l'UMP.

Ordonnance suivie à la lettre !

La commission européenne s'est exprimée sur le budget 2014 de la France avant même le vote du parlement. Au nom de la "compétitivité", une première série de recommandations avait été adressée au gouvernement en mai dernier. Si la commission porte aujourd'hui un regard positif sur l'orientation budgétaire proposée par François Hollande, tout en demandant une saignée supplémentaire en termes de réduction de la dépense publique, c'est que le gouvernement suit à la lettre l'ordonnance empoisonnée délivrée par la commission européenne.



Aveu d'experts européens !

On ne peut plus faire comme si on ne savait pas ! En effet, un des économistes en chef de la commission européenne confesse les effets désastreux de l'austérité et des compressions budgétaires dans la zone euro. A cause de ses seules politiques, la France aurait perdu 5 points de croissance de 2011 à 2013. On en voit les effets très concrets : multiplication des licenciements, de fermetures d'entreprises, de stagnation du pouvoir d'achat...



Pour un changement de cap à gauche ! 4

Toute réforme fiscale qui ne remet pas en cause l'austérité est une impasse

Jean-Marc Ayrault cherche à rassurer, alors que gronde une contestation sociale considérable. Il veut faire croire qu'il serait disposé à engager des changements profonds sur la seule fiscalité, en cherchant à empêcher l'expression d'une colère généralisée sur tout ce qui touche à l'emploi, au revenu et à la croissance réelle.

En réalité, le Premier ministre entend maintenir le cap de l'austérité pour la dépense privée : hausse de la TVA sur laquelle « il n'est pas question de revenir », parce qu'elle conditionne « la baisse du coût du travail » ; maintien de l'écotaxe. Pareil pour les dépenses de services publics : 60 milliards d'euros « au moins » d'économies de 2014 à 2017.

La fusion envisagée entre l'impôt sur le revenu et la CSG aurait des conséquences nocives : transfert du financement de la protection sociale des profits des entreprises vers l'impôt sur le revenu ; transformation de ce dernier en un prélèvement proportionnel et non plus progressif ; inclusion de cet impôt dans un système de prélèvement à la source qui désavantagerait surtout les salariés. Disons-le tout net : toute réforme fiscale qui ne remet pas en cause l'austérité est une impasse. **Il faut au contraire engager un changement fondamental pour sécuriser vraiment l'emploi, la formation, les revenus du travail et de remplacement, baisser le coût du capital (intérêts et dividendes) avec un nouveau crédit aux entreprises et une réforme radicale de la fiscalité.** Il faut relancer massivement tous les services publics, au lieu des privatisations et de la capitulation devant le dogmatisme monétaire de la BCE.

Avant la révolution de 1789, il y avait aussi une crise financière généralisée et une protestation contre les impôts excessifs qui nécessitaient de mettre en cause les privilèges de l'aristocratie. Aujourd'hui, ce sont les privilèges des grands actionnaires, des grands groupes, des grandes banques et la domination de la rentabilité financière sur toute l'économie qu'il s'agit de mettre à bas avec une nouvelle construction sociale et politique.

Une semaine d'actions pour la justice fiscale, contre l'austérité et les licenciements !

Avec le Front de gauche, Marchons le 1^{er} décembre pour une véritable justice fiscale
POUR S'INSCRIRE : envoyer un mail d'inscription (nom, lieu de départ) à inscriptionfdg44@orange.fr ou téléphoner 02 40 35 03 00

Départ de Saint-Nazaire, 7 heures, Base sous-marine, retour 23 heures
Départ de Nantes, 8 heures, place de la Petite Hollande, retour 22 heures

GRANDE MANIF 13H30
DE PLACE D'ITALIE A BERCY
DIM. 1^{ER} DÉCEMBRE 2013
CONTRE L'INJUSTICE SOCIALE
POUR LA JUSTICE FISCALE **PCF FRONT DE GAUCHE**

Alors l'impôt, c'est quoi ?

L'impôt se présente sous deux formes : des prélèvements directs et des prélèvements indirects. Chacun de ces prélèvements repose sur une base propre, qu'on appelle assiette. Il s'agit de la consommation pour les impôts indirects dénommés taxes (TVA, TICPE ex TIPP, etc.). Quant à l'assiette des impôts directs, elle est constituée par le revenu qu'il soit du travail, du capital, voire de la fortune et qu'il concerne des personnes ou des entreprises. S'agissant de la fiscalité locale, elle est à mi chemin entre ces deux formes de représentation de l'impôt. Le rendement des impôts directs a largement été réduit au profit de taxes comme la TVA, il représente aujourd'hui moins d'un quart des recettes fiscales.

81% des Français jugent la système injuste.

L'écotaxe a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase !

Les citoyens constatent en effet qu'on leur demande de faire des efforts pour réduire les déficits et la dette ; alors que plus ils paient, plus les caisses publiques se vident et moins les services publics sont efficaces.

La fiscalité cristallise le mécontentement. Le sentiment d'injustice est exacerbé.

Aujourd'hui, la machine fiscale est en effet totalement en panne. Les impôts sont répartis injustement. Derrière la demande de sacrifices pour les familles se cache le grand transfert de richesses issues du travail vers le capital. Or, pour être juste, le système fiscal doit prendre en compte les capacités de chaque citoyen. 62% des niches fiscales sont utilisées par les 10% les plus riches. Les plus riches s'acquittent d'un impôt sur le revenu et d'un impôt sur la fortune d'une dizaine de pour cent, alors que les classes moyennes se font ponctionner à hauteur de 21%.

Il faut en finir avec la réduction aveugle des dépenses publiques !

En 30 ans, les recettes de l'Etat ont été affaiblies en faisant toujours plus de cadeaux à ceux qui avaient le plus de moyens pour contribuer. En contrepartie, les dépenses n'ont globalement pas augmenté alors que de nombreux besoins sociaux ne sont pas satisfaits. Or, **les dépenses publiques sont des investissements rentables économiques et utiles socialement.**

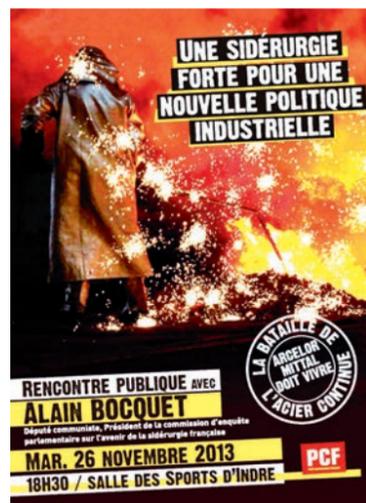
La loi de finances 2014 entérine cette démarche avec ses 7.5 milliards d'euros d'économies sur le budget de l'Etat, 6 milliards sur celui de la Sécurité Sociale et 1.5 milliards d'euros à la charge des collectivités locales dont 840 millions pour le bloc communal.

La fiscalité au service de la redistribution des richesses à l'ensemble de la population en fonction des besoins est en panne.

S'inscrire dans la durée ! Pour un sursaut populaire qui ne confond pas le « ras-le-bol fiscal » avec l'injustice fiscale, ni le « coût du travail » avec le coût du capital, la bataille d'idées doit être menée dans la proximité et au quotidien.

« L'état social et politique est de plus en plus préoccupant. D'un côté, les souffrances populaires grandissent. De l'autre, le capital continue de licencier et de tout faire pour se soustraire à l'impôt. La politique gouvernementale, qui a renoncé à combattre la finance, s'enfoncé dans l'injustice. » : estime P. Laurent. Il nous invite : « à engager, dans tout le pays et dans la durée, une campagne nationale d'actions politiques pour la justice fiscale et l'arrêt des licenciements ; pour la fin de l'austérité et le refus des injonctions européennes ; pour la relance sociale, industrielle et écologique. »

Il faut se mobiliser contre ce gouvernement puisqu'il n'entend rien !



« Il faut une mobilisation dans tout le pays pour la justice fiscale »

Par André Chassaigne - Député communiste - Président du Groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine (GDR)

« Aujourd'hui les français ont le sentiment que la politique fiscale du Gouvernement est conduite au fil de l'eau, au gré de l'expression des intérêts particuliers et au détriment de l'intérêt général. Les députés Front de gauche portent une proposition de réforme en profondeur de notre fiscalité : une réforme de gauche qui vise à rétablir la progressivité de l'impôt durement mis à mal par la droite ; la suppression des avantages fiscaux qui bénéficie aux plus riches. Surtout une nouvelle architecture de la fiscalité des entreprises est indispensable. Elle doit être déterminée en fonction de leur taille et de l'usage de leurs bénéfices selon qu'ils vont à l'emploi ou aux actionnaires. [...]

Il faut une mobilisation dans tout le pays pour la justice fiscale et l'arrêt des licenciements ; pour la fin de l'austérité et le refus des injonctions européennes ; pour la relance

sociale, industrielle et écologique. C'est le sens de la marche pour la justice fiscale que le Front de Gauche organise le 1er décembre à Paris.

Le Front de gauche travaille de toutes ses forces, dans la diversité de ses composantes qui se rassemblent autour de valeurs et de combats communs, à remettre le Gouvernement sur les rails de la justice sociale. Il est de notre responsabilité de porter, au sein de la majorité, la voix du changement. Changement qui impose de mettre fin à la politique gouvernementale qui conjugue austérité budgétaire, régression sociale et cadeaux au patronat. Politique qui n'a rien à voir avec les idéaux de gauche, ceux qui font l'identité des communistes et du Front de gauche. »



NON à la hausse de la TVA
TAXONS le capital



Sapin envisage de supprimer les élections prud'homales après 2015. C'est un mauvais coup pour la démocratie ! Cela répond à une vieille revendication du patronat qui lui permettrait d'avoir les mains libres pour licencier et brutaliser les travailleurs. Le PCF et le Front de gauche revendiquent au contraire un renforcement et une reconnaissance élargie, en particulier dans les PME TPE, du droit syndical et des tribunaux prud'homaux.

Pierre Laurent déclare : Avec l'annonce de mise en cessation de paiement de l'entreprise Mory Ducros, c'est 2 à 3.000 emplois menacés sur 82 sites en France. Comment le gouvernement peut-il invoquer "la résistance économique" ou "l'inversement de la courbe du chômage" avec l'annonce quotidienne de plans sociaux ou fermetures d'entreprises sur tous les territoires ? L'urgence est d'arrêter la gesticulation pour passer à l'action contre les gâchis du capital pour sauver nos industries et services logistiques.

Le social au cœur

5

Retraites, l'action continue !

Dans la nuit du 20 au 21 novembre, l'Assemblée Nationale, adoptait une nouvelle fois l'amendement des député-e-s du Front de gauche supprimant l'article 4 de la réforme prévoyant le report de 6 mois de la revalorisation des pensions. S'agissant d'un des articles majeurs de financement du texte, le prétexte d'"erreur de vote" ne pouvait être invoqué deux fois de suite ! Le 26 novembre les syndicats Cgt, Fo, Fsu, Solidaires et Unef ont organisé une journée d'action et un rassemblement à la Préfecture. Ce fut l'occasion de porter avec les manifestants leur adresse commune aux parlementaires de Loire Atlantique :

« **Retraite : 20 ans de régression, ça suffit !** Le projet de loi portant réforme de notre système de retraite, revient en débat à l'Assemblée Nationale, après avoir été rejeté à l'unanimité par le Sénat. Globalement, ce projet de réforme des retraites présenté par le gouvernement actuel est le prolongement des régressions opérées ces 20 dernières années. Le seul allongement de la durée de cotisation à 43 annuités impliquera une **baisse prévisible d'au moins 7% des pensions pour les cadres et 8% pour les employés** selon plusieurs sources pro-

ches du patronat. Malgré quelques mesures symboliques, les femmes vont continuer à voir se creuser les inégalités, les plus jeunes, les retraités et l'ensemble des salariés vont payer la note. La pénibilité est traitée selon des modalités particulièrement pernicieuses de décomptes individuels par points. En fait, les mesures annoncées renvoient à une **individualisation des droits**. La hausse des cotisations de 0,3% (2 milliards) d'ici 2017 ne pèsera en définitive que sur les salariés. Le gouvernement vient en effet de promettre au patronat qu'il va alléger progressivement le coût du travail, en s'apprêtant à sortir totalement ou en partie les cotisations familiales (34 milliards). Elles seraient supportées par les ménages via la CSG ou un autre impôt. C'est une attaque supplémentaire contre les principes mêmes de notre système de protection sociale, fondé sur le salaire différé (assurance maladie, famille, etc.) et continué (pensions de retraite). Le financement des retraites nécessite de **construire des alternatives par l'apport de ressources nouvelles**, tout particulièrement en améliorant le pouvoir d'achat des salariés et en créant des emplois. Il est urgent **d'augmenter les salaires, du privé comme du public**, ce qui impose d'en finir avec le gel du point d'indice et de revaloriser réellement le SMIC. Il est urgent, également, que cessent tous les plans sociaux. Pour rappel, c'est 10 plans sociaux et 1000 chômeurs de plus par jour actuellement. Il est nécessaire de redonner confiance aux salariés, particulièrement aux jeunes générations dans le système de retraite solidaire. Pour changer de cap et faire face à la situation, il faut rompre avec les politiques d'austérité. Ce projet gouvernemental, qui répond aux injonctions du patronat, de la finance et de l'Union Européenne, doit être retiré. Nous sommes à votre disposition pour toute rencontre qui serait l'occasion de vous exposer les positions des organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF de Loire-Atlantique. » A l'heure où nous rédigeons, nous n'avons pas les derniers développements de débat et de vote à l'Assemblée. Nul doute que demeure l'essentiel à gagner : « **Remettre à plat** » la réforme et engager une véritable concertation et négociation avec les syndicats de salariés.



Marchons contre le racisme

Un climat nauséabond s'installe dans notre pays. Le garde des Sceaux, Ministre de la Justice, Christiane Taubira, a subi ces dernières semaines des attaques racistes venues de temps obscurs que l'on croyait révolus. **Ces propos attaquent frontalement des millions d'êtres humains** originaires d'Afrique, des Caraïbes, des Amériques, de l'Océan indien, citoyens français ou non et dont les aïeux ont été jadis martyrisés du fait de leur couleur de peau.

Afrique Loire, Collectif Nantes Redeyef/Tunisie, CSF, FG, PCF, Tissé Metisse, Synavi Pays de la Loire, CFTD, Collectif Contre l'Islamophobie en France, Collectif Enfants étrangers Citoyens solidaires-RESF, Comité Départemental du Souvenir des Fusillés de Châteaubriant et Nantes et de la Résistance en Loire Inférieure, Les Dures à Queer, LICRA, LDH, MRAP, Purple Block, UNSA... Au-delà de leurs étiquettes et sensibilités, **toutes ces organisations** se retrouvent sur la nécessité de se rassembler pour **stopper la dérive raciste qui est à l'œuvre**. Il s'agit de construire une convergence pour inverser le cours des choses. Aussi ils nous appellent à marcher contre le racisme le **samedi 30 novembre 2013**. A Nantes : Départ de la marche 14h30 - Place du Commerce.



Sages mais en colère !

Les sages-femmes sont nationalement mobilisées. Formées à bac +5 pour la responsabilité médicale des grossesses, des naissances et des nouveau-nés, elles se battent pour que leur statut et leur rémunération soient adaptés à ces compétences et responsabilités.

Déjà, à l'issue de leur marche à Paris début novembre, avec la remise de nombreuses pétitions, elles ont obtenu de la Ministre d'être **reconnues en tant que premier recours** (c'est à dire le référent médical pour le suivi des femmes), une de leurs principales revendications. Elles poursuivent la lutte pour la reconnaissance de leur statut médical. Tous comme les médecins, les dentistes et les pharmaciens bénéficient déjà du statut de praticien hospitalier. Alors qu'en milieu hospitalier ou en ville, les sages-femmes travaillent d'égal à égal avec les médecins pour le suivi des femmes enceintes, il est temps de faire reconnaître leur travail en accordant à ce statut ! **Pour les soutenir, pétition à Marisol Touraine** : www.change.org/SagesFemmes



En bref

IVG et contraception menacés

A Saint Nazaire, la situation est alarmante pour le Centre de Planification et d'Education Familiale (CPEF) et le Centre d'Interruption Volontaire de Grossesse (CIVG) : délais d'attente trop longs pour une prise de rendez-vous contraception comme pour une consultation pré ou post IVG, amenant parfois à diriger la patiente sur Nantes ! Les mineur-e-s et femmes non véhiculées ont difficilement accès au CPEF (changement de bus ou marche très conséquente), non remplacement des médecins partis... Le droit à l'IVG et à la contraception est mis en cause ! Signez : http://www.avaaz.org/fr/petition/Le_droit_a_lavortement_et_l'accès_a_la_contraception_menacés_a_Saint_Nazaire_44/?tRtRjbb

Le FDG pour une fiscalité agricole juste

Les mécanismes de la PAC actuelle permettent à une petite minorité de gros agriculteurs - et notamment les grands **céréaliers** des régions les plus riches - de se **constituer des fortunes**, alors que le monde agricole dans sa grande majorité souffre de la dérégulation et de la libéralisation des marchés agricoles au nom de la "compétitivité". A l'autre bout de la chaîne, chaque jour deux agriculteurs se suicident en France ! Et ce sont les privilégiés de cette politique qui tentent de surfer sur le mécontentement actuel pour défendre leurs privilèges ! Le Front de gauche appelle l'ensemble du monde agricole à manifester le 1er décembre prochain pour une révolution fiscale permettant une juste contribution de chacun qui doit favoriser l'emploi agricole et non la course à l'investissement et les grandes sociétés.



IAM s'engage pour le Droit au Logement

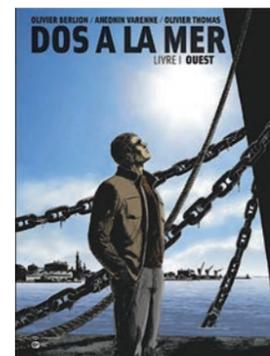
Le groupe IAM s'engage aux côtés de la Fondation Abbé Pierre. Pour voir la vidéo du clip de la chanson Habitude : <http://www.fondation-abbepierre.fr/nos-actions/sensibiliser-aux-logement/iam-sengage-aux-cotes-de-la-fondation-abbepierre>

Bande dessinée à Blain et en Loire Atlantique :

L'association les Amis du puits au chat ont invité récemment à la médiathèque de Blain Guillaume Carreau et Olivier Thomas.

Guillaume Carreau est un auteur nantais. Titulaire d'un BTS design, il suit ensuite des études d'histoire de l'art qui l'amènent à une maîtrise de la photographie contemporaine. Au fil d'expos, il s'intéresse de plus en plus à la bande dessinée. Il participe à de nombreuses revues et au site Grandpapier. Sa première BD publiée aux éditions Vide-cocagne : **Les déserteurs héroïques**, est un western plein d'humour avec un dessin au trait simple et dynamique.

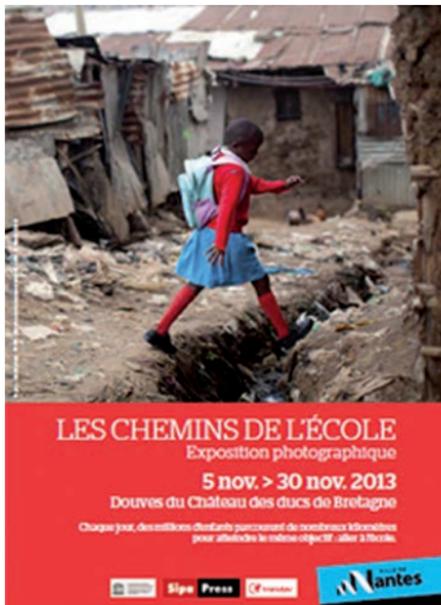
Olivier Thomas est lui, dessinateur et vit en Bretagne. C'est à Marseille, où il est parti faire des études d'ingénieur d'acoustique hydrodynamique qu'il s'intéresse au dessin en prenant des cours dans un atelier. Il met ensuite son dessin au service d'un de ses loisirs : la plongée. Il dessine trois albums de la série fantastique *Arvandor*. Chez Emmanuel Proust éditions, c'est dans un style plus réaliste qu'il dessine *Sans pitié*, un polar où l'on peut admirer son sens de la mise en scène et de la dramaturgie. Son dernier album : **Dos à la mer**, est un « road movie » tendu, qui nous emmène de Saint-Nazaire à Marseille où son dessin apporte une belle profondeur aux personnages.



Culture, idées

6

La quinzaine des droits de l'enfant



Pendant deux semaines, plus de quarante acteurs associatifs et culturels se mobilisent aux côtés de la ville de Nantes pour promouvoir les droits de l'enfant dans notre société.

Cela fait dix ans que la ville s'est engagée, aux côtés de l'Unicef et de l'association des maires de France, à veiller à la place de l'enfant dans la ville.

La quinzaine se déroulera dans toute la ville. Débats, animations, rencontres et expositions investiront treize lieux : du château des ducs de Bretagne à la Maison des confluences, du TNT à la bibliothèque.

L'exposition photographique « les chemins de l'école » illustre la manière dont des millions d'enfants, chaque jour, parcourent de nombreux kilomètres, se confrontant à des obstacles considérables, dans un même objectif : aller à l'école (jusqu'au samedi 30 Novembre)

Tout le programme sur www.nantes.fr

Fusillés ! ...pour l'exemple !

L'approche du centenaire de la guerre de 1914 donne lieu à diverses expositions et commémorations dès cet automne, à l'occasion du 11 Novembre. C'est ainsi que la section ARAC de Couëron a pris l'initiative d'une exposition de 16 panneaux sur « le monde en 1914 et la grande guerre » au centre Pierre-Legendre. Lors de son vernissage Michel Joseph Lucas,

président de la section ARAC locale, devait aborder la question douloureuse « des fusillés pour l'exemple ».

L'engagement récent, du président de la république, à donner une place d'honneur aux combattants qui « de façons arbitraires ont été condamnés et passés par les armes », n'est sans doute pas sans relation avec l'action des démocrates, des familles des 600 victimes, et l'action de l'ARAC. Cette réhabilitation est attendue par 75 % des français selon un sondage récent. « Cette mesure doit enfin aboutir » devait insister l'orateur, lors du débat qui suivit la présentation d'un film documentaire de Patrick Cabouat et Alain Moreau mélangeant documents historiques et BD-animée façon Tardi.

C'est qu'une fois les illusions dissipées, « on sera de retour pour Noël ! », la guerre commencée au milieu de l'Été 14 allait s'embourber dans les tranchées jusqu'à l'armistice du 11 novembre 1918. Sans doute on peut traiter « la grande guerre » au travers d'images d'Épinales : La couleur rouge des pantalons garance de l'armée française, en retard d'une guerre au début du conflit, La boucherie des mitrailleuses allemandes, sur ces coquelicots innocents, déployés en éventail dans les champs, comme à la manœuvre. L'horreur des armes nouvelles, depuis l'artillerie lourde, l'aviation à ses débuts et déjà les armes de destruction massive, avec le gaz moutarde. **Très vite le soldat arraché à ses moissons ou à l'atelier de son usine, comprend que cet enfer est sans retour.**



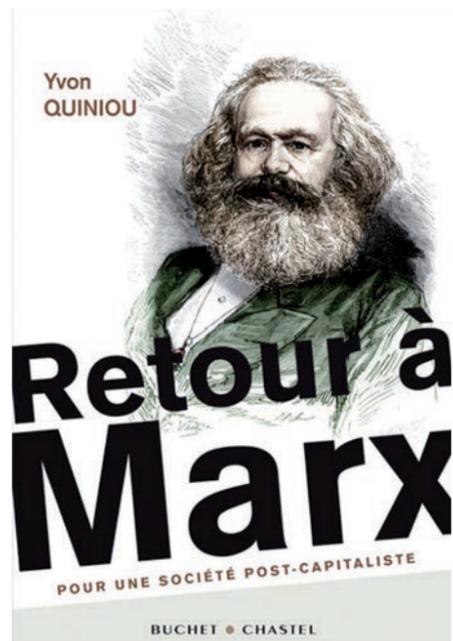
C'est alors que dès 1915, remontent du front des rapports alarmants sur le comportement des soldats. Les infirmeries enregistrent de plus en plus de **mutilations volontaires**, qui sont autant de refus de l'absurdité de la guerre. Le Général Joffre prend la mesure du danger et décide d'instaurer des **conseils de guerre spéciaux** pour y trainer les réfractaires, jugés comme des déserteurs méritant d'être fusillés pour l'exemple. C'est le déshonneur pour les

familles, les épouses, les enfants, d'apprendre la nouvelle : « il est mort...fusillé ».

Les historiens établissent la corrélation entre les échecs des assauts échafaudés par l'état-major et la violence de la répression. L'offensive d'avril 1917 lancée par Nivelle est un désastre avec 180000 morts. La conscience politique aiguisée par l'expérience, de cette boucherie sans issue, débouche sur des mutineries : 30 à 40.000 hommes seront concernés. Ces soldats sont les enfants d'hier éduqués par l'école de la république, puis les syndicats et l'idéologie socialiste. Ce ne sont plus des actes isolés de rébellion, mais des mouvements collectifs qui se répandent. Les mots d'ordre sont sans ambiguïtés : « **A bas la guerre ! Vive la révolution !** » avec pour bande son les paroles de l'internationale. Et puis comment accepter cette injustice sordide qu'un tribunal de classe, à la solde des marchands de canons, condamne leurs camarades à être tués par des balles françaises ! « Le ver est dans le fruit », la répression sera lourde 2500 condamnations, 550 exécutions.

C'est tout l'honneur de la section ARAC de Couëron d'avoir mis l'accent sur ce moment tragique de la guerre. S'ajoute le travail de mémoire avec les établissements scolaires au Lycée Audoubert et au collège Sainte Philomène, qui « augure bien de la victoire de la mémoire vivante contre l'oubli ».

Retour à Marx



L'auteur annonce d'emblée la couleur. *"Ce livre se veut seulement un essai politique résolument engagé, mais rigoureusement argumenté sur le plan théorique, en faveur du communisme à partir de Marx tel qu'il faut le comprendre et qu'on ne l'a pas compris ou, en tout cas, pas appliqué."*

Il dénonce *"l'imposture sémantique du 20ème siècle"* qui prétend que le communisme serait mort. Or, affirme-t-il : *"Non, il n'est pas mort étant donné qu'il n'a existé nulle part"*.

Le livre énonce les conditions auxquelles le communisme peut advenir, selon Marx. D'abord il présuppose un capitalisme industriel très développé. Il requiert certaines conditions sociales et l'auteur explicite le concept de prolétariat dont il met en lumière l'extension aujourd'hui où le travail productif a profondément évolué

au point qu'on peut parler de *"prolétariat conceptuel"*. L'auteur examine ensuite les conditions politiques. Il démonte l'idée, répandue, que le communisme serait par nature liberticide et montre que le communisme de Marx inclut pleinement la démocratie. Il éclaire utilement le concept de dictature du prolétariat, dont la compréhension est brouillée par la déformation du sens du mot "dictature". Y.Quiniou analyse l'échec des régimes de type soviétique, dont il considère qu'il est largement la conséquence des conditions historiques dans lesquelles cette expérience a eu lieu et consacre un développement au phénomène d'illusion (différent d'erreur) qui a affecté le rapport de nombre de militants et d'intellectuels au système soviétique.

Enfin, l'auteur analyse la *"méthode"* social-démocrate, celle de Jaurès,

influencé par Marx et ses "évolutions révolutionnaires" avant de pointer sur son délitement consécutif à l'effondrement de l'URSS puis à la crise capitaliste de 2008 notamment. La conversion de la social-démocratie au social-libéralisme a produit les effets dévastateurs que nous connaissons, de sorte que le système ne paraît plus réformable de l'intérieur. "C'est d'une rupture radicale avec une logique économique d'ensemble dont nous avons besoin et le recours à Marx s'impose donc à nouveau (...)" C'est donc bien au communisme qu'il faut (...) en venir" pour réaliser les objectifs émancipateurs en faveur de tous.

Loïc LE GAC

Yvon QUINIOU RETOUR A MARX. Pour une société post-capitaliste, Buchet-Chastel, 15 €

Selon un sondage des éditions Weka / OpinionWay publié à la veille du congrès des maires de France, les Français estiment que leur municipalité a un impact direct sur leur vie quotidienne. Avec pour **82%**, "la qualité de vie, les services aux citoyens et équipements (contre 17%). Face à ce constat, les sondés souhaitent renforcer d'abord les compétences et les moyens des collectivités territoriales (57%) puis des entreprises et des associations (52%) et enfin le rôle de l'Etat (32%).

L'Assemblée nationale a adopté le 19 novembre 2013 en première lecture, l'ensemble du projet de budget 2014. Le projet de loi de finances a été voté par 320 voix contre 242. Les députés Front de gauche ont voté contre. Explication de vote d'André Chassaigne. « La Commission européenne a validé le projet de budget de la France pour 2014, estimant qu'il était en ligne avec les exigences du pacte de stabilité. **Si la Commission est satisfaite, les peuples d'Europe font quant à eux l'amère expérience de l'inefficacité des politiques d'austérité**, qui étouffent toute ambition de progrès ... »

Au cœur des collectivités

7

St-Léger-Les-Vignes - Nouvelle cartographie des zones humides remise en cause -

Par Jean Claude Ruaux - Conseiller Municipal - Membre de la commission urbanisme -

Lors d'un récent conseil municipal les élus ont eu à se prononcer sur la nouvelle cartographie des zones humides. Le cabinet Hardy a réalisé la cartographie des zones humides sur le territoire de la commune et le document a été diffusé en mairie. **Cette cartographie a été présentée aux élus au mois de septembre, car il n'est pas sans conséquence quant au développement urbain de la commune** nous précisait Jean Claude Ruaux, élu communiste de St Léger Les Vignes, membre de la commission urbanisme.

Pour mémoire, la commune est impactée réglementairement par deux Sage (Schéma d'aménagement et de gestion des eaux), ainsi que par les sites Natura 2000 de Grand-Lieu et Estuaire. La commune a donc à cœur la préservation des zones humides de par la présence notamment de la vallée de l'Acheneau et de son implication dans le rétablissement des fonctions hydrauliques du marais de Prévert.

« La réglementation de zones humides conduit à des dérives et des interprétations qui ne sont pas acceptables » déclaraient récemment les élus. À titre d'exemple, « la zone d'aménagement des Galochets, situé sur un point culminant de la commune, est aujourd'hui en position de classement en zones humides, alors que les caractéristiques et les fonctionnalités ne le

justifient pas » selon le Maire de la collectivité. D'autres secteurs comme les Quatre-Vents sont également en ligne de mire cette nouvelle cartographie.

En France, au sens des textes réglementaires on entend par zone humide les terrains, habituellement inondés ou gorgés d'eau de façon permanente ou temporaire. **Aujourd'hui, la situation est donc compliquée pour les élus voire inacceptable, puisqu'elle priverait la commune de possibilité de construction, remettant en cause les objectifs du plan local d'habitat, validé en conseil communautaire.**



Cette nouvelle réglementation contraignante s'ajoute aux multiples autres (terres AOC, retrait des routes ...). L'avenir de la commune est donc en jeu.

L'ensemble du conseil municipal a pour l'ensemble de ces raisons refusé de valider cette cartographie des zones humides proposée. La conséquence immédiate est l'arrêt de l'extension du bourg sur les Galochets, un projet en cours depuis six ans pourtant. Pour l'élu communiste le développement du territoire doit aller de paire avec une préservation de l'environnement raisonnée et en phase avec les réalités locales.

Défense du service public du logement

Nantes Habitat

Lors du dernier bureau du Conseil d'administration de Nantes Habitat du 14 novembre, l'élu communiste Marie-Annick Benâtre a voté contre un projet d'acquisition de 15 logements en usufruit locatif social.

En clair, par cette acquisition Nantes Habitat devient un intermédiaire auprès d'investisseurs privés pendant 15 ans.

Au terme de ces 15 années d'usufruit, l'investisseur retrouve la pleine propriété de son bien. Le coût de cette acquisition en usufruit pour l'investisseur privé bénéficie d'une décote de 30% à 50% de sa valeur. Ceci donne à voir le coût (juteux !) pour l'investisseur !

Cette forme d'acquisition est donc tout bénéfique pour l'investisseur, en étant dans le même temps un outil d'optimisation fiscale. Comme expliqué plus haut, cela permet d'acheter un bien à moindre coût, sans perception de loyers pendant ces 15 ans, mais la décote comble ce manque à gagner et les réductions fiscales sont importantes également (exonération partielle d'impôts sur les plus values lors de la vente ; la déduction des intérêts d'emprunts sur les autres revenus fonciers est possible ; pas de taxes foncières ; cet immobilier ne rentre pas dans l'assiette du patrimoine taxable).

C'est un partenariat public/privé inacceptable en matière de logements sociaux, d'autant plus avec un office public HLM pour qui le patrimoine est essentiel pour loger et alors que ses fonds propres sont les loyers des locataires de l'office.

Cette forme d'acquisition découle de la loi ENL sous Borloo, remis au goût du jour par la loi ALUR. Les élus communistes jugent ce genre de montage inacceptable et dangereux pour l'avenir du service public de l'habitat.



Petite Enfance : promouvoir le service public !

Vertou

Michel Gouty, élu communiste de Vertou faisait récemment le constat que **l'offre de structures municipales dédiées à la petite enfance faisait du surplace depuis plusieurs années pendant que le secteur privé prenait de l'ampleur.**

Il a ainsi souhaité s'exprimer sur le sujet et s'opposer à cette politique lors du dernier conseil municipal.

Pour l'élu, les besoins en matière d'accueil pour la petite enfance existent, au vue de l'augmentation de la population. Il déplore cependant que la collectivité n'investisse pas dans le développement des structures publiques d'accueil, le privé prenant alors sa place.

Face à la recrudescence des offres d'accueil complémentaires à l'offre public, type maisons d'assistants maternels, l'élu tire le signal d'alarme, notamment au sujet de la formation et du taux d'encadrement des enfants dans ce type de dispositif.

C'est dans cette optique, que depuis plusieurs années, de nombreuses propositions ont pu être faites autour de créations de structures municipales. Par exemple avec l'extension du multi accueil municipal et les créations de crèches municipales dans les quartiers favorisant la proximité et l'organisation des familles, avec un coût moindre pour celles-ci. Compte tenu de ces explications, l'élu s'est opposé à la délibération traitant de ce sujet.



Près de vous

Municipales 2014 - Canton de La Chapelle sur Erdre :



Pour les prochaines élections municipales, les militants

Communistes Front de Gauche du canton de La Chapelle-sur-Erdre se sont positionnés en faveur d'une intégration des listes de rassemblement à gauche. Une décision qui concerne les communes de La Chapelle-sur-Erdre, Treillières, Grandchamp-des-Fontaines et Sucé-sur-Erdre. Ils entendent « porter le programme du Front de Gauche dans les instances municipales et lutter contre les inégalités et l'austérité, en privilégiant l'humain d'abord, le partage, la solidarité, la démocratie ».

Ils souhaitent aussi un développement « économique diversifié, durable et tourné vers le renouveau industriel, une planification écologique garante et respectueuse de l'environnement, de ses territoires, une valorisation des espaces par une agriculture de proximité dynamique et de qualité », et promettent qu'ils se « battront pour une fiscalité juste, et lutteront contre toute atteinte à la dignité humaine ».

Rythmes scolaires : les élus communistes et républicains de Couëron s'expriment

Lors du conseil municipal, lundi soir, le groupe des élus communistes et républicains a souhaité s'exprimer sur la réforme des rythmes scolaires.

« Les députés, sénateurs, élus locaux et militants communistes et du Front de Gauche ont accueilli avec bienveillance la démarche de refondation de l'école de République, après des années de casse violente de la droite. Cependant, la question de la réforme des rythmes scolaires suscite un vif émoi dans la communauté éducative, chez leurs représentants ainsi que chez bien des parents d'élèves ou élus locaux. Ils l'ont montré par des actions de grèves et manifestation. Notre groupe leur a exprimé toute sa compréhension. »

« En effet, l'urgence de redresser une école si durement atteinte par la droite se heurte à un nécessaire temps long de la mise en pratique. Les écueils, qui en résultent, sont, selon nous, surmontables point par point. **Des questions [...] exigent une concertation plus profonde au plan national afin de rendre les dispositions réglementaires acceptables par tous.** Localement, si nous bénéficions d'une situation plutôt favorable [...], l'écoute doit demeurer la règle, notamment auprès du personnel qui voit leur rôle évoluer et les conditions de travail modifiées. » publiques ».

Ouvrons-là

L'union européenne se bat-elle réellement pour la jeunesse ? Par Charles MARSAUD



A en croire les protagonistes du « sommet européen pour l'emploi des jeunes » qui s'est déroulé le 12 novembre dernier à Paris à l'initiative de François Hollande, c'est le cas. Pour sa part le président français estime que depuis 4 mois « l'inversion de la courbe du chômage est acquise pour les jeunes ». La jeunesse est l'une des principales victimes de la situation économique européenne qui montre au grand jour les conséquences désastreuses de l'ultra-libéralisme imposé par la commission européenne et son gourou José Manuel Barroso. **L'union européenne compte 14 millions de 15-29 ans qui se retrouvent sans emploi, ni formation, ni stage.** Le taux de chômage des moins de 25 ans atteint 23,7 % dans la zone euro, il est de 26 % en France et grimpe jusqu'à plus de 60% en Grèce. Cela s'accompagne d'une précarisation généralisée de la jeunesse qui est vécue de plus en plus comme un passage inévitable dans la vie. La France ne peut espérer que 600 millions d'euros de l'enveloppe, car l'aide européenne ne peut être apportée qu'aux régions qui connaissent un chômage des jeunes supérieur à 25% ! Ce financement a pour but de mettre en place la "garantie jeunesse" : toute personne sortant du système éducatif ou ayant perdu son premier emploi se verra proposer un travail, une formation ou un stage dans les quatre mois. Ce « sommet européen pour l'emploi des jeunes », ne peut être une source de satisfaction pour la jeunesse. Cet empilage de promesses et les 45 milliards pour l'ensemble de l'UE, ne sont pas des réponses aux réalités économiques vécues, car il s'inscrit dans une logique libérale où le dumping social semble être la règle d'or.

Hommage à Georges PRAMPART



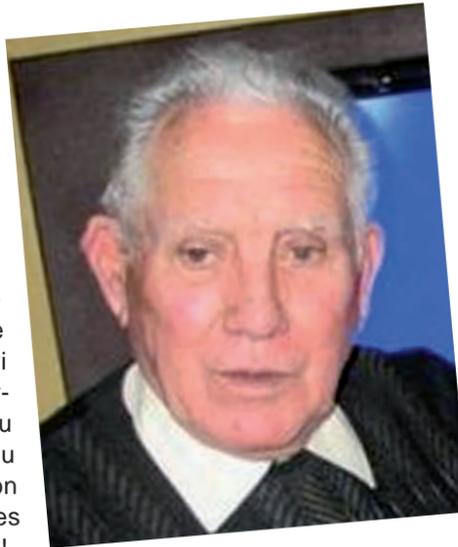
Georges PRAMPART, « Jojo » nous a quitté. Figure du mouvement ouvrier dans notre département, il laisse derrière lui une longue vie de réflexions et d'actions

militantes syndicales et politiques. Il quitte aussi sa femme Cécile et ses enfants Michel, Alain et Annie qui l'auront accompagné durant toute une vie, une vie riche, généreuse, au service de la classe ouvrière.

Très jeune, Georges s'était engagé dans la vie militante, aux jeunesse communistes. Il aimait rappeler les souvenirs de cette période intense, les grands rassemblements nationaux et internationaux, contre le colonialisme, pour l'indépendance des peuples et pour la paix, contre le fascisme et le racisme. Homme d'action et de décision, il était attentif aux mouvements de la vie et à ses évolutions. Ouvrier métallurgiste, chaudronnier dans la navale à Nantes, **il s'engage dans le syndicalisme, à la CGT, qu'il rejoint en 1945.** Il y assumera des responsabilités importantes : au sein du syndicat de la métallurgie, au **comité exécutif de la fédération de la métallurgie, à l'Union départementale de la CGT, il en sera le secrétaire général de 1969 à 1982.** Il joua un rôle important dans les grandes grèves de 1955 et pendant les luttes de 1968. Homme de terrain et de cœur, **il était un dirigeant ouvrier attaché à défendre ses positions de classe.**

Toute son histoire militante est retranscrite dans le livre « Une vie de combats et de convictions » publié par les éditions du centre du travail dont les auteurs sont Xavier Nèrière et Christophe Patillon. **Pour Georges, l'engagement à la CGT et au PCF étaient intimement liés,** convaincu que le combat syndical, indépendant du politique, avait ses limites et qu'il appartenait au politique, avec le peuple, de transformer la société. Georges a été dirigeant de la fédération du Parti communiste. Il aura été membre du comité fédéral pendant près de 20 ans. Tout son engagement militant lui

aura valu d'être fait Chevalier de la Légion d'Honneur, il l'a accepté comme un hommage rendu aux hommes et aux femmes militant(e)s, pour leur service rendu aux travailleurs. Attaché à la transmission de la mémoire ouvrière, il a poursuivi son combat en apportant sa contribution au Centre d'Histoire du Travail et à la Maison des Sciences et des Techniques. Ciao Jojo !



Vite lu...

Musée de la Résistance

Inauguration de l'exposition

Les Libérations
de Loire-Inférieure
1944-1945

le jeudi 28 novembre 2013 à 17h

Musée de la Résistance,
la Sablière
CHATEAUBRIANT

« Nouvelles de Loire Atlantique »
 Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
 Commission paritaire : N° 0315 P 11519
 Imprimerie : IMPRAM Lannion
 Composition : Publihebdo Locminé
 Responsable de la rédaction :
 Jérôme TURMEAU
 NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
 Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
 e-mail : redac.nla@orange.fr
 Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
 Marie-Annick BENÂTRE
 Pedro MAIA
 Mireille PERNOT
 Robin SALECROIX
 André MAURICE



L'agenda

Samedi 30 novembre :

Manifestation contre le racisme à Nantes, à 14h30, allée Brancas.

Dimanche 1^{er} décembre :

Marche à Paris contre l'injustice sociale et l'injustice fiscale à 13h30, place d'Italie

Mardi 3 décembre : Réunion du Conseil départemental à 18h30 à la fédération.

Mercredi 4 décembre :

Assemblée générale des Vétérans à 15h00, salle de la fraternité à Coëron.

Jeudi 5 décembre : Réunion des fédérations de l'Ouest en vue des élections européennes.

Mardi 10 décembre : Réunion de l'exécutif départemental.